

RAPPORT PERIODIQUE DE LA SUISSE 2008-2012

SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRES

NB : la note d'accompagnement et les annexes relatives aux questionnaires reproduits ci-dessous sont disponibles à l'adresse www.bak.admin.ch/rapportunesco.

**1er rapport quadriennal de la Suisse sur la mise en œuvre de la
Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la
diversité des expressions culturelles (Convention de 2005)**

**QUESTIONNAIRE A L'ATTENTION DES AUTORITES PUBLIQUES
(CANTONS ET COMMUNES)**

**La participation du plus grand nombre est vivement souhaitée; merci de bien
vouloir diffuser ce questionnaire à tout contact susceptible d'être intéressé**

0 - Informations générales

Le présent questionnaire est rempli par :

[nom et prénom]

[institution]

[adresse postale]

[téléphone et courriel]

[autre personne à contacter, le
cas échéant]

[téléphone et courriel]

**Ce questionnaire est à remplir tout ou en partie et à renvoyer d'ici au 15 novembre
2011 par mail à :**

Office fédéral de la culture OFC
Service des Affaires Internationales
Hallwylstrasse 15, CH-3003 Berne
rapport.unesco@bak.admin.ch
Tél : + 41 31 323 72 60

Nous vous remercions d'ores et déjà de votre précieuse collaboration.

1 - Connaissance et impact de la Convention

Cette section vise à recenser les informations générales sur la connaissance et l'intérêt des acteurs concernés par la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (Convention de 2005).

Q. 1.1.1 – L'existence de la Convention de 2005 est-elle connue au sein de votre administration ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de NON, merci de passer directement à la section 2 du questionnaire

Q. 1.1.2 – En cas de OUI, merci de préciser par quel service et dans quel contexte (information officielle, médias, participation à des manifestations liées, etc.) votre administration a pris connaissance de l'existence de la Convention de 2005.

Service :

Contexte :

Q. 1.2.1 – Son adoption en 2005 ou sa ratification par la Suisse en 2008 a-t-elle eu un impact au niveau des politiques suivies ou des mesures mises en œuvre par votre administration ?

OUI ☒ NON ☐

Q. 1.2.2 – En cas de OUI, merci de préciser les circonstances ainsi que l'ampleur de cet impact.

Réponse :

Q. 1.3 – Pourquoi vous sentez-vous concerné(s) par l’objet de ce questionnaire et par le fait d’y répondre?

Réponse :

2 – Politiques et mesures destinées à protéger et à promouvoir la diversité des expressions culturelles, au niveau international, national, régional ou local

2.1 – Politiques culturelles et mesures

Cette section vise à recenser les politiques (culturelles, sociales, économiques ou autres) et mesures en vigueur qui soutiennent la diversité des expressions culturelles aux différents stades de la création, production, distribution, diffusion et accès. Il peut s'agir de cadres réglementaires ou législatifs, activité concrètes ou sous forme de programmes, de mesures institutionnelles ou financières.

Q. 2.1.1 – Votre canton / commune dispose-t-il/elle d'une politique (cadre législatif ou réglementaire) actuellement en vigueur qui vise expressément ou indirectement à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ?

OUI ☐ (Merci de joindre une documentation pertinente)

NON ☐

Q. 2.1.2 – Votre administration met-elle en œuvre des mesures (programmes, activités, mesures institutionnelles ou financières, etc.) qui visent expressément ou indirectement à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles :

a) en favorisant la diversité des expressions culturelles en matière de créativité ?

OUI ☐ NON ☐

b) en favorisant la diversité dans la production et / ou la distribution de biens et services culturels ?

OUI ☐ NON ☐

c) en favorisant les possibilités d'accès du grand public à / l'attrait du grand public pour une diversité d'expressions culturelles ?

OUI ☐ NON ☐

d) en soutenant des groupes sociaux spécifiques (femmes, jeunes, minorités, migrants, etc.) en tant que créateurs, producteurs ou distributeurs d'expressions culturelles ?

OUI ☐ NON ☐

e) en favorisant de toute autre manière la diversité des expressions culturelles aux stades de la création, de la production, de la distribution et de l'accès ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l' Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR ROUGE).

2.2 – Coopération internationale

Cette section vise à recenser les mesures destinées à faciliter la coopération internationale en général, ainsi que celles qui prévoient un traitement préférentiel pour les artistes et professionnels de la culture, mais aussi pour les biens et services culturels des pays en développement. Il peut s'agir de mesures instituant un cadre légal, un partenariat institutionnel entre autorités, ou encore un accord financier voire technique de soutien ou de coopération à divers programmes du secteur public, du secteur privé ou de la société civile. Les mesures prises pour favoriser le traitement préférentiel des pays en développement doivent être spécifiées.

Q. 2.2.1 – Votre canton / commune met-il/elle en œuvre des mesures de coopération internationale qui contribuent à l'un ou plusieurs des objectifs suivants :

- a) soutenir la mobilité des artistes et des professionnels de la culture (Suisse à l'étranger, étrangers en Suisse) ?**

OUI ☐ NON ☐

- b) assurer l'accès au marché et à la vie culturels de votre canton / commune à des biens et services culturels étrangers, en particulier de pays en développement ?**

OUI ☐ NON ☐

- c) renforcer les industries culturelles indépendantes à l'étranger (directement ou via des partenaires suisses) aux fins de contribuer à la coopération au développement ?**

OUI ☐ NON ☐

- d) développer les capacités institutionnelles de planification, de gestion et de mise en œuvre d'activités des acteurs culturels des pays en développement grâce à des échanges culturels internationaux ou des partenariats, par exemple entre les réseaux et les organisations de la société civile ?**

OUI ☐ NON ☐

- e) faciliter d'une autre manière la coopération internationale en matière culturelle ?**

OUI ☐ NON ☐

| |
|--|
| En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles dans l' Annexe afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR JAUNE). |
|--|

2.3 – Intégration de la culture dans les politiques de développement durable

Cette section vise à recenser les mesures destinées à intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques de développement durable à tous les niveaux (local, national, régional et international). Les réponses fournies doivent relater les interactions entre les autorités compétentes en charge de l'économie, de l'environnement, des affaires sociales et de la culture en relation à ces mesures.

Q. 2.3.1 – Quelle est la place de la culture dans la politique de développement durable de votre canton / commune ?

Réponse :

Q. 2.3.2 – Les services culturels de votre canton / commune ont-ils participé à la définition de cette politique, si oui, comment ?

Réponse :

Q. 2.3.3 – Votre canton / commune met-il/elle en œuvre (par exemple par le biais de ses services culturels) des mesures destinées à intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques de développement durable, au niveau :

- local (*impliquant uniquement l'unité administrative consultée*) :

OUI ☐ NON ☐

- régional (*impliquant l'unité administrative consultée en collaboration avec d'autres unités territoriales*) :

OUI ☐ NON ☐

- national :

OUI ☐ NON ☐

- international :

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR VERT).

2.4 – Protection des expressions culturelles menacées

Cette section vise à recenser les politiques publiques, mesures et actions prises pour protéger les expressions culturelles qui sont déclarées soumises à une menace (risque d'extinction, nécessité de sauvegarde urgente, etc.).

Q. 2.4.1 – Existe-t-il dans votre canton / commune des expressions culturelles en situation spéciale au sens indiqué ci-dessus ? Si oui, lesquelles ?

Réponse :

Q. 2.4.2 – En cas de oui, votre canton / commune a-t-elle mis en œuvre des mesures destinées à protéger de telles expressions culturelles ?

OUI ☐

NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR BLEU).

3 – Sensibilisation et participation de la société civile

Cette section vise à recenser les efforts déployés par les autorités publiques pour impliquer la société civile dans la mise en œuvre de la Convention de 2005, en particulier au niveau des activités menées et des efforts déployés pour assurer la participation de la société civile à ces activités et à leur suivi.

Q. 3.1 – Votre canton / commune a-t-il/elle mené un travail d'information sur les objectifs de la Convention de 2005, à l'un ou plusieurs des niveaux énumérés ci-dessous ? Si oui, comment ?

- interne de l'administration

OUI ☐ NON ☐

- du public en général

OUI ☐ NON ☐

- des acteurs professionnels de culture

OUI ☐ NON ☐

- des organisations culturelles

OUI ☐ NON ☐

- autre

OUI ☐ NON ☐

Précision en cas de réponse « autre » :

| |
|--|
| |
|--|

Q. 3.2 – Avez-vous impliqué ou soutenu la société civile dans un travail de sensibilisation aux objectifs de la Convention de 2005 ? Si oui, comment ?

Réponse :

Q. 3.3 – Votre canton / commune a-t-il/elle intégré la société civile dans l'élaboration de ses politiques culturelles ?

Réponse :

Q. 3.4 – Votre canton / commune a-t-elle impliqué la société civile dans la mise en œuvre de la Convention de 2005 ? Si oui, comment, si non, pourquoi ?

Réponse :

Q. 3.5 – Votre canton / commune a-t-il/elle une appréciation générale à communiquer quant aux modalités de sensibilisation et de participation de la société civile dans le domaine de la diversité des expressions culturelles ?

Réponse :

4 – Résultats, défis et perspectives

Q. 4.1 – Quels sont, aux yeux de votre canton / commune, les principaux résultats obtenus par rapport à la mise en œuvre de la Convention de 2005 ? Merci de préciser si la réponse porte sur votre niveau d'action ou sur un autre niveau (p. ex. national).

Réponse :

Q. 4.2 – Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre canton / commune dans la mise en œuvre de mesures favorisant la diversité des expressions culturelles ? Et quels sont les principaux défis et solutions adoptées ou envisagées pour y remédier ?

Réponse :

Q. 4.3 – Quels changements jugez-vous nécessaires pour une application plus efficace de la Convention de 2005 ?

Réponse :

5 – Autres

Q. 5.1 – Souhaitez-vous partager toute autre donnée (étude, évaluation, recherche), information ou commentaire relatif à l'objet de ce questionnaire?

Réponse :

**1er rapport quadriennal de la Suisse sur la mise en œuvre de la
Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la
diversité des expressions culturelles (Convention de 2005)**

QUESTIONNAIRE A L'ATTENTION DE LA SOCIETE CIVILE

**La participation du plus grand nombre est vivement souhaitée; merci de bien
vouloir diffuser ce questionnaire à tout contact susceptible d'être intéressé**

0 - Informations générales

Le présent questionnaire est rempli par :

[nom et prénom]

[organisation]

[adresse postale]

[téléphone et courriel]

[personne à contacter, le cas
échéant]

[téléphone et courriel]

**Ce questionnaire est à remplir tout ou en partie et à renvoyer d'ici au 15 novembre
2011 par mail à :**

Office fédéral de la culture OFC
Service des Affaires Internationales
Hallwylstrasse 15, CH-3003 Berne
rapport.unesco@bak.admin.ch
Tél : + 41 31 323 72 60

Nous vous remercions d'ores et déjà de votre précieuse collaboration.

1 - Connaissance et impact de la Convention

Cette section vise à recenser les informations générales sur la connaissance et l'intérêt des acteurs concernés par la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (Convention de 2005).

Q. 1.1.1 – L'existence de la Convention de 2005 est-elle connue au sein de votre organisation ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de NON, merci de passer directement à la section 2 du questionnaire

Q. 1.1.2 – En cas de OUI, merci de préciser dans quel contexte (information officielle, médias, participation à des manifestations liées, etc.) votre organisation a pris connaissance de l'existence de la Convention de 2005.

Réponse :

Q. 1.2.1 – Son adoption en 2005 ou sa ratification par la Suisse en 2008 a-t-elle eu un impact sur les activités de votre organisation?

OUI ☐ NON ☐

Q. 1.2.2 – En cas de OUI, merci de préciser les circonstances ainsi que l'ampleur de cet impact.

Réponse :

Q. 1.3 – Pourquoi vous sentez-vous concerné(s) par l’objet de ce questionnaire et par le fait d’y répondre?

Réponse :

2 – Politiques et mesures destinées à protéger et à promouvoir la diversité des expressions culturelles, au niveau international, national, régional ou local

2.1 – Politiques culturelles et mesures

Cette section vise à recenser les politiques (culturelles, sociales, économiques ou autres) et mesures en vigueur qui soutiennent la diversité des expressions culturelles aux différents stades de la création, production, distribution, diffusion et accès. Au-delà des mesures réglementaires ou législatives mise en œuvre par les autorités publiques, il s'agit ici de recenser les éventuelles activités, projets ou programmes mis en œuvre par les acteurs et organisations de la société civile.

Q. 2.1.1 – Votre organisation met-elle en œuvre des mesures (programmes, activités, etc.) qui visent expressément ou indirectement à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles:

f) en favorisant la diversité des expressions culturelles en matière de création ?

OUI ☐ NON ☐

g) en favorisant la diversité dans la production et / ou la distribution de biens et services culturels ?

OUI ☐ NON ☐

h) en favorisant les possibilités d'accès du grand public à / l'attrait du grand public pour une diversité d'expressions culturelles ?

OUI ☐ NON ☐

i) en soutenant des groupes sociaux spécifiques (femmes, jeunes, minorités, migrants, etc.) en tant que créateurs, producteurs ou distributeurs d'expressions culturelles ?

OUI ☐ NON ☐

j) en favorisant de toute autre manière la diversité des expressions culturelles aux stades de la création, de la production, de la distribution et de l'accès ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR ROUGE).

2.2 – Coopération internationale

Cette section vise à recenser les mesures destinées à faciliter la coopération internationale en général, ainsi que celles qui prévoient un traitement préférentiel pour les artistes et professionnels de la culture, mais aussi pour les biens et services culturels des pays en développement. Au-delà des mesures réglementaires ou législatives mise en œuvre par les autorités publiques, il s'agit ici de recenser les éventuelles activités, projets ou programmes mis en œuvre par les acteurs et organisations de la société civile.

Q. 2.2.1 – Votre organisation mène-t-elle des activités, projets, programmes au niveau international ? Si oui, les activités de votre organisation se concentrent-elles exclusivement sur le niveau international ?

Réponse :

Q. 2.2.2 – Votre organisation fait-elle partie d'un ou plusieurs réseaux internationaux ? Si oui, lesquels ?

Réponse :

Q. 2.2.3 – Votre organisation a-t-elle pris des initiatives pour favoriser l'intégration de la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques de coopération au développement ? Si oui, lesquelles ?

Réponse :

| |
|--|
| |
|--|

Q. 2.2.4 – Votre organisation met-elle en œuvre des mesures de coopération internationale qui contribuent à l'un ou plusieurs des objectifs suivants :

f) soutenir la mobilité des artistes et des professionnels de la culture (Suisse à l'étranger, étrangers en Suisse) ?

OUI ☐ NON ☐

g) assurer l'accès au marché et à la vie culturels suisses à des biens et services culturels étrangers, en particulier de pays en développement ?

OUI ☐ NON ☐

h) renforcer les industries culturelles indépendantes à l'étranger (directement ou via des partenaires suisses) aux fins de contribuer à la coopération au développement ?

OUI ☐ NON ☐

i) développer les capacités institutionnelles de planification, de gestion et de mise en œuvre d'activités des acteurs culturels des pays en développement grâce à des échanges culturels internationaux ou des partenariats, par exemple entre les réseaux et les organisations de la société civile ?

OUI ☐ NON ☐

j) faciliter d'une autre manière la coopération internationale en matière culturelle ?

OUI ☐ NON ☐

| |
|---|
| En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles dans l'Annexe afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR JAUNE). |
|---|

2.3 – Intégration de la culture dans les politiques de développement durable

Cette section du rapport vise à recenser les mesures destinées à intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques de développement durable à tous les niveaux (local, national, régional et international). Au-delà des mesures réglementaires ou législatives mise en œuvre par les autorités publiques, il s'agit ici de recenser les éventuelles activités, projets ou programmes mis en œuvre par les acteurs et organisations de la société civile.

Q. 2.3.1 – Votre organisation a-t-elle pris des initiatives pour favoriser l'intégration de la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques de développement durable ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR VERT).

2.4 – Protection des expressions culturelles menacées

Cette section vise à recenser les politiques publiques, mesures et actions prises pour protéger les expressions culturelles qui sont déclarées soumises à une menace (risque d'extinction, nécessité de sauvegarde urgente, etc.). Au-delà des mesures réglementaires ou législatives mise en œuvre par les autorités publiques, il s'agit ici de recenser les éventuelles activités, projets ou programmes mis en œuvre par les acteurs et organisations de la société civile.

Q. 2.4.1 – Votre organisation a-t-elle mis en œuvre des mesures destinées à protéger des expressions culturelles en situation spéciale au sens indiqué ci-dessus ? Si oui, lesquelles ?

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR BLEU).

3 – Sensibilisation et participation de la société civile

Cette section vise à recenser les efforts déployés par les autorités publiques pour impliquer la société civile dans la mise en œuvre de la Convention de 2005. Au-delà des mesures réglementaires ou législatives mise en œuvre par les autorités publiques, il s'agit ici de recenser les éventuelles activités, projets ou programmes mis en œuvre par les acteurs et organisations de la société civile, ainsi que leur point de vue.

Q. 3.1 – Comment évaluez-vous la qualité de l'information et des espaces de discussion mis à disposition par les autorités publiques sur la mise en œuvre de la Convention de 2005 ?

Réponse :

Q. 3.2 – Convient-il de faire plus dans le domaine de la sensibilisation et de la participation de la société civile à la mise en œuvre de la Convention de 2005 ? Si oui, de quelle manière ?

Réponse :

Q. 3.3 – Votre organisation mène-t-elle des activités visant l'un ou l'autre des buts suivants :

- a) promouvoir les objectifs et principes de la Convention de 2005 en Suisse et dans les forums internationaux ?**

OUI ☐ NON ☐

- b) promouvoir la ratification de la Convention de 2005 et sa mise en œuvre par les gouvernements ?**

OUI ☐ NON ☐

- c) faire entendre les préoccupations des citoyens, des associations et des entreprises aux autorités publiques en matière de diversité culturelle ?**

OUI ☐ NON ☐

- d) contribuer à améliorer la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance culturelle ?**

OUI ☐ NON ☐

- e) surveiller la mise en œuvre des politiques et programmes dans le cadre des mesures destinées à protéger et à promouvoir la diversité des expressions culturelles ?**

OUI ☐ NON ☐

En cas de «oui», merci d'utiliser les grilles de réponse disponibles [dans l'Annexe](#) afin de détailler votre réponse. (CODE COULEUR GRIS).

4 – Résultats, défis et perspectives

Q. 4.1 – Quels sont, aux yeux de votre organisation, les principaux résultats obtenus par rapport à la mise en œuvre de la Convention de 2005 ?

Réponse :

Q. 4.2 – Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre organisation dans la mise en œuvre de mesures favorisant la diversité des expressions culturelles ? Et quels sont les principaux défis et solutions adoptées ou envisagées pour y remédier ?

Réponse :

Q. 4.3 – Quels changements jugez-vous nécessaires pour une application plus efficace de la Convention de 2005 ?

Réponse :

Q. 4.4 – Quels devraient selon vous être les objectifs des autorités fédérales, cantonales et communales en faveur de la diversité des expressions culturelles ?

Réponse :

Q. 4.5 – Quels devraient selon vous être les facteurs à prendre en compte à l’avenir dans l’élaboration de politiques relatives à la diversité des expressions culturelles ?

Réponse :

5 – Autres

Q. 5.1 – Souhaitez-vous partager toute autre donnée (étude, évaluation, recherche), information ou commentaire relatif à l’objet de ce questionnaire?

Réponse :